

Art. 2. De inrichtende macht belast het onderzoekscomité of de beheerscommissie ermee om een project van landschapshandvest op te maken.

Binnen de dertig dagen te rekenen van de afsluiting van het openbaar onderzoek, onderwerpt de inrichtende macht het ontwerp-landschapshandvest voor advies aan de adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van de betrokken gemeenten. Het advies wordt binnen zestig dagen na het verzoek overgemaakt. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan.

Binnen de honderd tachtig dagen te rekenen van de afsluiting van het openbaar onderzoek, neemt de inrichtende macht het landschapshandvest aan en brengt de betrokken gemeenten hiervan op de hoogte alsook de Directie Gewestelijke Inrichting van het Departement Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, de Directie Natuur van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

Het handvest treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de beslissing betreffende zijn aanneming.

Het natuurpark en de betrokken gemeenten brengen de bevolking op de hoogte van de aanneming van het landschapshandvest volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen D.29.21 en volgende van Boek I van het Milieuwetboek.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/12544]

11 MAI 2017. — Arrêté 2017/861 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2015/791 du collège de la commission communautaire française du 15 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférant

Le Collège de la commission communautaire française,

Vu l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française auquel il a été porté assentiment par le décret du 15 janvier 2009, l'articles 1^{er}, § 5, et 2^{ter}, § 3 modifié par l'avenant du 27 mars 2014 auquel il a été porté assentiment par le décret du 28 avril 2014 ;

Vu l'arrêté 2015/791 du collège de la commission communautaire française du 15 juillet 2015 modifiant l'arrêté du collège de la commission communautaire française relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférant, tels que prévus par en vertu de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008 et modifié par les avenants des 27 mars et 15 mai 2014 ;

Vu l'avis du Service Francophone des Petites et Moyennes Entreprises, SFPME, donné le 2 septembre 2016 ;

Vu l'avis du Conseil Economique et Social de la Région de Bruxelles-Capitale remis le 5 septembre 2016 ;

Vu l'avis de l'Office Francophone de Formation en Alternance remis le 22 août 2016 ;

Considérant que le contrat d'alternance est un des instruments essentiels de la mise en œuvre de la réforme de l'alternance envisagée par les exécutifs des parties à l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 ;

Considérant qu'après un an de mise en œuvre du contrat d'alternance, il y a lieu d'y apporter certaines modifications de nature à optimiser son utilisation en limitant les sources d'interprétation préjudiciables à l'objectif d'harmonisation des contrats et statuts des apprenants en alternance ;

Considérant qu'il est essentiel que les arrêtés modificatifs des arrêtés au contenu identique adoptés de façon concomitante par les Gouvernements et Collège, relatifs au contrat d'alternance entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2016 ;

Considérant que les dispositions de mise en œuvre de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance doivent impérativement entrer en vigueur au début de l'année de formation 2016-2017 ;

Considérant qu'il convient, depuis le 1^{er} septembre 2016, de garantir tant la sécurité juridique que la parfaite information des apprenants en alternance, des opérateurs de formation en alternance et des entreprises sur les droits et obligations de chacun prévues dans le contrat d'alternance et le plan de formation qui y est annexé ;

Considérant que les Centres d'Éducation et de Formation en Alternance (CEFA), l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et Petites et Moyennes Entreprises (IFAPME) et le Service Formation des Petites et Moyennes Entreprises (SFPME) ont été informés du modèle de contrat de formation en alternance actualisé, dans la perspective de la rentrée académique 2016-2017 ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} septembre 2016 ;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des parties prenantes aux contrats d'alternance signés à partir du 1^{er} septembre 2016 et en particulier des apprenants en alternance et des entreprises partenaires de la formation ;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que tous les contrats conclus à partir 1^{er} septembre 2016 devraient être modifiés ;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie ;

Vu l'avis 60.617/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 janvier 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Formation,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. L'article 2, alinéa 2, de l'arrêté 2015/791 du Collège de la Commission communautaire française du 15 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférent est remplacé par ce qui suit :

« Il définit les droits et devoirs minima des parties, précisés, sur proposition sollicité ou remis d'initiative par l'Office francophone de la Formation en alternance, par les Ministres et le Membre du Collège compétents. »

Art. 3. L'article 5 § 1^{er} est remplacé par : « Pour tout nouveau contrat d'alternance, la période d'essai est d'un mois et est suspendue en cas d'absence de l'apprenant pour quelque motif que ce soit. »

Art. 4. L'article 7 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Toute modification portant sur le type de formation dispensée à l'apprenant et sur le numéro d'entreprise repris dans la Banque Carrefour des Entreprises doit faire l'objet d'un nouveau contrat d'alternance. ».

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Les modifications apportées au contrat d'alternance, telles que le changement de tuteur, de Commission paritaire de l'entreprise, d'unité d'établissement où la formation est dispensée, de rétribution de l'apprenant ou de durée du contrat, font l'objet d'un avenant au contrat d'alternance.

Toute autre modification telle que le changement de référent, d'opérateur de formation, de coordonnées de l'apprenant ou d'horaires de formation fait l'objet d'une annexe. Cette annexe est communiquée aux signataires du contrat d'alternance.

Art. 6. Il est inséré dans le même arrêté, un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. Le montant de la rétribution de l'apprenant est calculé sur la base d'un pourcentage du revenu minimum mensuel moyen garanti, indexé sur la même base que l'indexation automatique des salaires.

Art.X. L'OFFA publie au 1^{er} janvier de chaque un Vade Mecum à l'intention des opérateurs de formation, des entreprises et des apprenants. Il tend à préciser les implications du contrat d'alternance dans le chef tant de l'apprenant que de l'entreprise et de l'opérateur de formation.

Art. 7. Le modèle de contrat d'alternance joint au présent arrêté remplace l'annexe I de l'arrêté 2015/791 du collège de la commission communautaire française Gouvernement du 15 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance et au plan de formation y afférent.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016.

Art. 9. Le Ministre qui a la Formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 mai 2017.

Pour le Collège :

La Ministre-Présidente,
F. LAANAN

Le Ministre de la Formation,
D. GOSUIN



CONTRAT D'ALTERNANCE

Coordonnées de l'opérateur de formation en alternance

Dénomination :

Adresse :

Coordonnées du référent de l'opérateur de formation

Prénom et Nom :

Gsm :

Courriel :

Conclu en application de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, tel que modifié par avenant du 27 mars 2014

ENTRE

- **L'APPRENANT EN ALTERNANCE**

Prénom et NOM :

.....

Lieu et date de naissance :

né / née¹ à....., le à.....

N° NISS :

Domicile :

.....

Téléphone :/..... **GSM :**/.....

Courriel :@.....

Si l'apprenant en alternance est mineur :

Prénom et NOM du représentant légal :

.....

Domicile :

.....

Téléphone :/..... **GSM :**/.....

Courriel :@.....

¹ Barrez la mention inutile

ET

- **L'ENTREPRISE :**

Dénomination :

Raison sociale :

Siège social :

Adresse du lieu de formation en entreprise :

.....

Numéro d'unité d'établissement où a lieu la formation :

.....

Numéro ONSS :

Numéro BCE :

Numéro commission paritaire :

Agréée comme entreprise de formation en alternance pour le métier qui fait l'objet du présent contrat d'alternance.

Représentée par le chef d'entreprise ou la personne mandatée pour représenter l'entreprise : :

Prénom et NOM :

Fonction :

Téléphone :/..... **GSM :**/.....

Courriel :@.....

Tuteur : *(si différent du chef d'entreprise)*

Conformément au prescrit de l'accord de coopération du 24 octobre 2008 relatif à la formation en alternance, le tuteur doit remplir les conditions non cumulatives suivantes :

- a) soit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toute voie de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation ; lorsque le tuteur a obtenu un titre de Chef d'entreprise dans la profession apprise en tout ou en majeure partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation, il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans ;*
- b) soit être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation instituée ou agréé par la Communauté ou la Région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours du jeune en alternance en tant que tuteur ;*
- c) soit être détenteur d'un titre de validation de compétences en tant que tuteur délivré par un centre de validation des compétences agréé par l'entité fédérée compétente.*

Il doit justifier d'une conduite irréprochable, en fournissant la preuve d'un extrait II de casier judiciaire belge utilisé dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement des mineurs.

Lorsque l'entreprise a accueilli, dans les cinq ans précédant le 1er septembre 2014, date d'entrée en vigueur de l'avenant à l'accord de coopération, un apprenant en formation en alternance sur base d'une Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP) ou d'un autre contrat ou d'une convention reconnu par la Communauté française ou d'un Contrat d'apprentissage ou d'une Convention de stage de l'IFAPME ou du SFPME, le tuteur qui a assuré le suivi de cet apprenant pendant toute la durée de la formation en alternance est automatiquement reconnu comme remplissant les conditions du tuteur au sens de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008.

Prénom et NOM :

Téléphone :/..... **GSM :**/.....

Courriel :@.....

Fonction dans l'entreprise :

Ci-dessous dénommés les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Durée

Le contrat d'alternance est conclu pour une période de mois, débutant leet se terminant le sauf prolongation de commun accord et concertée avec l'opérateur de formation, moyennant la conclusion d'un avenant au contrat.

Le contrat d'alternance comprend une période d'essai d'un mois qui est suspendue en cas d'absence de l'apprenant pour quelque motif que ce soit.

Les modalités d'application pour le contrat d'alternance s'appliquent pendant la période d'essai, à l'exception des modalités de rupture de contrat prévues à l'article 9, 2^e alinéa, 2) du présent contrat.

Article 2 : Obligations des parties

Les parties se doivent respect et égard mutuels.

Pendant l'exécution du contrat d'alternance, elles sont tenues d'assurer et d'observer le respect des convenances et des bonnes mœurs.

Article 3 : Obligations de l'entreprise

L'entreprise participe à la formation de l'apprenant en alternance au métier de : et :

1° accueille l'apprenant en alternance, veille à son intégration dans le milieu professionnel pendant le temps de la formation en alternance, lui remet le règlement de travail lors de la signature du présent contrat d'alternance et s'engage à ne pas laisser l'apprenant en alternance seul sur le lieu de formation ;

2° confie à l'apprenant en alternance uniquement des tâches revêtues d'un caractère formatif en rapport avec son plan de formation et le métier auquel il se destine ;

3° prend les précautions nécessaires pour protéger l'apprenant en alternance des dangers éventuels liés à son apprentissage et, pour cela, l'informe des dangers et des mesures de sécurité à respecter et lui délivre, s'il existe, un descriptif de ces dangers et mesures ;

4° prépare l'apprenant en alternance à l'exercice du métier auquel il se destine, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, en tenant compte de l'usure normale de celui-ci, les matières premières, les vêtements de travail et de protection nécessaires, sans que cela ne puisse être considéré comme un avantage en nature ;

5° apporte les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que l'apprenant en alternance doit mettre en dépôt ;

6° veille à ce que la partie du plan de formation qui lui incombe soit dispensée à l'apprenant en alternance en vue de le préparer aux évaluations formatives et certificatives ;

7° permet à l'apprenant en alternance de suivre les cours et activités nécessaires à sa formation, dispensés et/ou organisés par l'opérateur de formation ;

8° en cas de changement, communique formellement au référent de l'apprenant en alternance le nom et la qualité du tuteur qui assurera le suivi de l'apprenant en alternance tout au long de son parcours de formation en alternance, ainsi que la nouvelle adresse de l'unité de l'établissement ;

9° autorise le référent de l'opérateur de formation à vérifier, sur le lieu d'exécution du contrat d'alternance, si le chef d'entreprise respecte les obligations auxquelles il a souscrit ;

10° s'engage à libérer l'apprenant en alternance pour lui permettre de rencontrer, si nécessaire pendant les heures de formation en entreprise, son référent, et ce, contre justification signée par ce dernier et remise par l'apprenant en alternance, à son tuteur, dès son retour en entreprise ;

11° occupe dans l'entreprise l'apprenant en alternance pour une durée moyenne d'au moins 20h/semaine sur base annuelle, sans préjudice de la législation fédérale en matière de vacances annuelles conformément aux modalités précisées à l'article 7 du présent contrat ;

12° fait une déclaration DIMONA à l'Office national de la sécurité sociale au plus tard avant le début de l'exécution du présent contrat d'alternance, que ce soit en centre de formation ou en entreprise ;

13° collabore avec l'opérateur de formation et informe le référent du déroulement de la formation au sein de l'entreprise, au minimum lors de chacune de ses visites en entreprise et dans les meilleurs délais, sur toute difficulté liée à l'exécution du présent contrat ;

14° complète les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur de formation, tels que convenus avec le référent, ainsi que les attestations nécessaires pour justifier les absences éventuelles de l'apprenant en alternance, du fait de l'entreprise, en centre de formation ;

15° conclut auprès d'une société d'assurances agréée, ou auprès d'une caisse d'assurances agréée, une police d'assurance qui garantit à l'apprenant en alternance les mêmes avantages et la même couverture, en lien direct avec le métier qui fait l'objet de la formation, qu'à tout travailleur de l'entreprise, conformément à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, déclare les accidents survenus et, plus généralement, respecte l'ensemble de ses obligations ; cette assurance couvre

également les accidents sur le chemin conduisant à l'entreprise et chez l'opérateur de formation ainsi que les accidents survenant lors des activités de formation organisées tant par le centre de formation ou d'enseignement que par l'entreprise ; si l'accident se produit sur le chemin conduisant à l'entreprise, les données en vue de remplir la déclaration d'accident sont fournies le plus rapidement possible par l'apprenant ; si l'accident se produit chez l'opérateur de formation, celui-ci en informe immédiatement l'entreprise et lui communique les données en vue de remplir la déclaration d'accident ;

16° conclut, auprès d'une société d'assurance agréée en responsabilité civile, un contrat d'assurance qui couvre les dommages causés par l'apprenant à des tiers à l'entreprise où ce dernier se forme et ce, dans le cadre de sa formation en entreprise;

17° respecte les dispositions de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution ainsi que les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'entreprise, en ce compris la prise en charge des évaluations de santé préalables ;

18° respecte les dispositions légales et réglementaires spécifiques au statut de l'apprenant en alternance dont les dispositions relatives aux vacances annuelles, telles que définies à l'article 7, ainsi qu'en matière de droit de la sécurité sociale ;

19° accepte le principe de la mobilité extérieure telle que prévue dans le plan de formation ;

20° paie une rétribution mensuelle à l'apprenant en alternance, conformément à l'article 6 du présent contrat ;

21° rembourse hors abonnement scolaire, sur la base des pièces justificatives, les frais de déplacement de l'apprenant en alternance pour la formation pratique en entreprise, comprenant le trajet aller et retour de sa résidence habituelle vers le lieu d'exécution de la formation en entreprise, selon les dispositions applicables à l'entreprise au regard de la convention sectorielle ou d'entreprise à laquelle elle est soumise ou, à défaut, de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs ;

22° délivre, lorsque le contrat d'alternance prend fin, le document contenant la date du début et de la fin du contrat d'alternance, et fournit, au besoin, les documents sociaux utiles à l'apprenant en alternance.

23° veille dans toute la mesure du possible à désigner un tuteur suppléant le tuteur effectif, absent pour une période de courte durée, sans préjudice des dispositions à prendre par l'entreprise pour remplacer le tuteur effectif en cas d'absence de longue durée ou de changement de tuteur ; le tuteur suppléant répondra au mieux au profil et aux conditions exigés pour le tuteur effectif.

Article 4 : Obligations de l'apprenant en alternance

L'apprenant :

1° est présent en entreprise conformément aux modalités du présent contrat d'alternance et met tout en œuvre pour arriver au terme de celui-ci ;

2° agit conformément aux instructions qui lui sont données par l'entreprise, via un de ses mandataires ou préposés, via son tuteur, ainsi que par son référent, en vue de la bonne exécution du contrat d'apprentissage ;

3° fréquente assidûment les cours ou les formations et participe aux évaluations formatives et certificatives ;

4° participe, en cas de rupture ou de suspension du contrat d'apprentissage, au programme spécifique mis en place par l'opérateur de formation afin de répondre, le cas échéant, aux contraintes de l'obligation scolaire ;

5° s'abstient de tout ce qui pourrait nuire, soit à sa propre sécurité, soit à celle des personnes qui effectuent des prestations à ses côtés, soit à celle de tiers ;

6° restitue en bon état à l'entreprise l'outillage, les matières premières non utilisées et les vêtements de travail et de protection qui lui ont été confiés ;

7° avertit immédiatement l'entreprise et l'opérateur de formation de toute absence et leur communique les informations et attestations permettant de les justifier dans les deux jours ouvrables, sauf dispositions contraires prévues au règlement de travail ;

8° accepte les déplacements éventuels inhérents aux activités de l'entreprise ;

9° complète et communique à son opérateur de formation les documents administratifs et pédagogiques spécifiques à chaque opérateur ;

10° s'abstient, tant au cours du contrat d'apprentissage qu'après la cessation de celui-ci, de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que les secrets de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance en raison de sa présence dans l'entreprise ;

11° prévient, dans les plus brefs délais, son référent de toute difficulté liée à l'exécution du contrat d'apprentissage, notamment celle pouvant entraîner la fin du contrat d'apprentissage.

Article 5 : Horaires de formation en entreprise et chez l'opérateur de formation

La durée hebdomadaire de formation est de [...] ² heures, réparties selon la grille de référence ci-après :

Grille de Référence

Jours	chez l'opérateur de formation		sur le lieu d'exécution de la formation en entreprise	
	Matin	Après-midi	Matin	Après-midi
Lundi				
Mardi				
Mercredi				
Jeudi				

² En fonction de la Commission paritaire, de la Convention collective de travail ou du Règlement de travail de l'entreprise.

Vendredi				
Samedi				
Dimanche ³				

L'opérateur de formation communique annuellement l'horaire des cours en centre de formation aux deux parties contractantes. Les horaires de formation en entreprise sont déterminés sur cette base.

La grille de référence peut être adaptée à la demande d'une des parties ou du référent moyennant un accord des parties et figurant en annexe du contrat d'alternance.

En cas de rythme d'alternance autre qu'hebdomadaire, la grille de référence peut être modifiée.

Les heures supplémentaires sont interdites sauf accord préalable reposant sur un justificatif pédagogique, entre l'entreprise, l'opérateur de formation et l'apprenant en alternance. Elles doivent être rétribuées et/ou récupérées sur les heures de prestations en entreprise selon les dispositions de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Sauf exceptions spécifiques prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, l'apprenant en alternance ne peut pas travailler le dimanche, les jours fériés légaux ou leurs jours de remplacement lorsque les jours fériés coïncident avec des jours habituels d'inactivité dans l'entreprise.

Le travail de nuit est interdit : l'apprenant en alternance entre 15 et 18 ans ne peut pas travailler entre 20 heures et 6 heures. Dans le respect des dérogations prévues par la loi et/ou les conventions collectives de travail de la commission paritaire dont ressort l'entreprise, l'apprenant en alternance de plus de 16 ans peut être amené à prêter au-delà de ces limites. Quel que soit l'âge de l'apprenant en alternance, le travail est interdit entre minuit et 4 heures.

Lorsque la formation en centre n'est pas organisée pendant les vacances scolaires, l'apprenant preste son horaire hebdomadaire complet en entreprise, sauf dispositions prises conformément à l'article 7 du présent contrat.

Article 6 : la rétribution de l'apprenant en alternance

La formation est structurée en trois niveaux de compétences (A-B-C) visés à l'article 1er, §4, alinéa 2, de l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance. Ces niveaux sont définis dans le plan de formation annexé au présent contrat d'alternance. Ils déterminent le montant de la rétribution.

Les allocations familiales sont octroyées inconditionnellement jusqu'au 31 août de l'année au cours de laquelle l'apprenant atteint l'âge de 18 ans. A cette date, les allocations familiales ne sont dues que si les rétributions de l'apprenant en alternance ne dépassent pas le plafond indexé donnant droit aux allocations familiales. Si l'apprenant en alternance a lui-même des enfants, il peut prétendre à des allocations familiales pour ceux-ci.

Le montant de la rétribution est un minimum. Tel que calculé, il garantit à la famille de l'apprenant en alternance, majeur, le maintien des allocations familiales. Lorsqu'une entreprise ou un secteur

³ Si la Loi ou la Convention collective de travail de la Commission paritaire dont relève l'entreprise formatrice le prévoit.

veulent déroger à ce plafond, ils en informent l'opérateur de formation ; ce dernier est tenu de demander le consentement écrit de l'apprenant en alternance.

A la signature du contrat d'alternance, tout apprenant commence son parcours de formation au niveau A. La transition vers un autre niveau relève de la décision du référent, moyennant l'avis du tuteur et en concertation avec l'apprenant.

Niveau de compétence de l'apprenant en alternance à la signature du contrat :⁴

- Niveau A : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 17 % du RMMMIG indexé).
- Niveau B : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 24 % du RMMMIG indexé).
- Niveau C : la rétribution forfaitaire est fixée àEUR/mois de formation en entreprise (soit minimum 32 % du RMMMIG indexé).

Cette rétribution est forfaitaire, quel que soit le nombre d'heures de formation pratique en entreprise, et elle couvre tant ces dernières que celles suivies chez l'opérateur de formation.

Outre les rétributions minimales fixées supra, l'apprenant bénéficie des autres avantages prévus explicitement dans les Conventions collectives de travail ou dans un Accord d'entreprise.

Conformément à la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, notamment, l'entreprise peut valablement payer la rétribution au mineur d'âge, sauf opposition du père, de la mère ou du tuteur. Elle est versée au compte bancaire ou postal suivant : BE__ ____ ____

La rétribution doit être payée au plus tard le quatrième jour ouvrable qui suit la période pour laquelle le paiement est prévu, et cela à défaut de convention collective de travail ou de dispositions contenues dans le règlement de travail qui peuvent porter le délai de paiement à maximum 7 jours ouvrables.

Sans préjudice de l'application de l'article 8, l'indemnité est due prorata temporis en cas d'engagement ou de sortie en cours de mois.

L'apprenant ne peut être indemnisé au rendement.

Article 7 : Vacances annuelles

L'apprenant en alternance doit prendre un minimum de 3 semaines de vacances consécutives entre le 1er mai et le 31 octobre, quel que soit le type de vacances et l'employeur est tenu de les lui accorder.

L'apprenant en alternance a le droit de prendre, dès la première année de formation en alternance, deux types de vacances annuelles, concertées, sur le choix des dates, avec l'entreprise et le référent :

- 1) Les vacances annuelles proméritées sont octroyées sur la base des dispositions légales en la matière et leurs dates sont fixées en fonction d'une décision de la commission paritaire à laquelle ressortit l'entreprise et, à défaut, selon les dispositions en vigueur dans l'entreprise. Le cas échéant, l'apprenant peut demander le bénéfice de la réglementation sur les vacances européennes et, dans les cas de fermeture collective de l'entreprise pour cause de vacances

⁴ Ce niveau peut-être actualisé après évaluation des compétences de l'apprenant

annuelles, le bénéfice de la réglementation sur le chômage temporaire, après avoir épuisé son droit aux vacances proméritées.

- 2) 4 semaines de vacances scolaires, non rétribuées, fixées entre le 1er janvier et le 31 décembre en concertation entre l'apprenant, l'entreprise et le référent de l'opérateur de formation.

Les parties concernées sont tenues de convenir de la date des vacances scolaires pour une année déterminée au plus tard le 30 avril de ladite année sauf autre disposition prévue au règlement de travail ou convenue avec le chef d'entreprise ou son représentant légal.

Article 8 : Suspensions de l'exécution du contrat d'alternance

Le contrat est suspendu :

1° En cas d'absence au travail

La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail concernant la sécurité sociale des travailleurs s'appliquent en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou accident, de congé de maternité et repos d'accouchement, de congé de paternité, de chômage temporaire, de petits chômages / congés de circonstance, de congés pour raisons impérieuses et de congé prophylactique.

Par dérogation au 1^e alinéa, la prise en charge, par l'entreprise, de la rétribution de l'apprenant, en cas de suspension du présent contrat d'alternance pour les motifs évoqués ci-avant, se limite aux 7 premiers jours calendrier d'absence, hormis en cas de chômage temporaire autre que résultant d'un accident technique, auquel cas l'entreprise est dispensée de payer une quelconque rétribution.

2° En cas de non-respect de ses obligations par l'une des parties.

L'exécution du contrat d'alternance est suspendue, pour une durée fixée par les parties en concertation avec le référent, afin de permettre au contrevenant de se conformer aux dispositions du présent contrat d'alternance. Cette période continue d'être rétribuée lorsque la suspension résulte d'un manquement dans le chef de l'entreprise.

3° Pendant les vacances scolaires non rétribuées.

Article 9 : Fin du contrat

Le contrat de formation en alternance prend fin :

1° au terme de la durée fixée dans le présent contrat d'alternance ;

2° en cas de décès de l'apprenant ou de la personne signataire du contrat d'alternance mandatée pour engager la responsabilité soit de l'entreprise soit du tuteur ;

3° lorsque l'agrément de l'entreprise est retiré.

Après concertation avec le référent, le contrat de formation en alternance prend fin, conformément à l'article 1er, §4 quinquies de l'accord de coopération relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008 et modifié par les avenants des 27 mars et 15 mai 2014 :

- 1) immédiatement par cas de force majeure rendant définitivement impossible l'exécution du contrat ;

- 2) par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, moyennant un préavis de 7 jours, si l'apprenant en alternance est en période d'essai, et de 14 jours, hors période d'essai, ou moyennant le paiement d'une indemnité de rupture du contrat pour une durée équivalente si le préavis n'est pas presté. Le préavis à prester sort ses effets le 3ème jour ouvrable qui suit sa notification par lettre recommandée ou le lendemain de sa notification lorsque celle-ci s'effectue par voie d'huissier ou fait l'objet d'un accusé de réception signé par la partie à laquelle le préavis est notifié ;
- 3) en cas de cessation d'activité, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise, à moins que le contrat de formation en alternance ne soit repris par l'entreprise reprenneuse, si celle-ci est également agréée, aux mêmes conditions que le contrat de formation initial et ce, moyennant l'accord de l'apprenant et du référent ;
- 4) en cas de manquement grave de la part de l'apprenant ou de l'entreprise ; lorsque le contrat est résilié pour manquement grave dans le chef de l'apprenant, les règles en matière de licenciement pour motif grave d'un travailleur salarié sont d'application ;
- 5) lorsque des arguments objectivés tendent à démontrer que des doutes sérieux surgissent quant au fait que la formation puisse être terminée. Les motifs de l'éventuelle résiliation doivent être notifiés dans les meilleurs délais à l'autre partie, ainsi qu'au référent, par écrit, de façon circonstanciée, avant la phase de conciliation entre les parties. En cas d'absence ou d'échec de la conciliation, les règles en matière de fin de contrat par la volonté de l'une des parties sont appliquées ;
- 6) lorsque l'exécution du contrat est suspendue pendant plus de six mois, le contrat de formation en alternance prend fin, à la demande de l'une ou de l'autre des parties contractantes au terme du 6ème mois de la suspension. L'une des parties au contrat ou les deux parties peuvent invoquer l'existence d'un motif justifiant la fin du contrat d'alternance auprès du référent de l'opérateur de formation et, le cas échéant, en informer l'autre partie au contrat.

En cas de non-respect des obligations découlant du Plan de formation par l'apprenant vis-à-vis de l'opérateur de formation, le référent organise une conciliation avec les parties contractantes. A défaut d'une régularisation par l'apprenant dans les 2 mois, l'opérateur dénonce la non-exécution du Plan de formation par lettre recommandée ou par voie d'huissier dont une copie est immédiatement transmise par fax ou par courriel au chef d'entreprise. Cette dénonciation met automatiquement fin au contrat d'alternance. L'occupation de l'apprenant, s'il reste dans l'entreprise, s'apparente à un contrat de travail avec toutes les obligations qui s'y attachent.

Dans les cas de rupture visés à l'alinéa 2, 2°, 3° et 5°, le référent de l'opérateur de formation organise préalablement une phase de conciliation entre les parties. En accord avec l'opérateur de formation et le référent de l'opérateur de formation, l'apprenant en alternance peut compléter sa formation en alternance, pour la durée restante, auprès d'une autre entreprise.

Article 10 : L'arrêté ministériel au contenu identique adopté par les Ministres et par le Membre du Collège compétents en vertu de l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 précité fait partie intégrante du présent contrat d'alternance.

Fait en trois exemplaires⁵ à le

Pour l'entreprise,

Pour l'apprenant⁶,

Le Responsable

l'Apprenant

5 Un exemplaire pour l'entreprise, un exemplaire pour l'apprenant et un exemplaire pour l'opérateur de formation

6 Dans le respect de l'article 43 de la loi relative aux contrats de travail qui prévoit que « Le travailleur mineur est capable de conclure et de résilier un contrat de travail moyennant l'autorisation expresse ou tacite de son père ou de sa mère ou de son tuteur. A défaut de cette autorisation, il peut y être suppléé par le tribunal de la jeunesse à la requête du ministère public ou d'un membre de la famille ; le père, la mère ou le tuteur est préalablement entendu ou appelé. »

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2017/12544]

11 MEI 2017. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2015/791 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de alternerende overeenkomst en het desbetreffende opleidingsplan

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, waarmee ingestemd is bij decreet van 15 januari 2009, artikel 1, § 5 en 2^{ter}, § 3, gewijzigd bij het aanhangsel van 27 maart 2014, waarmee ingestemd is bij decreet van 28 april 2014;

Gelet op het besluit 2015/791 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de alternerende overeenkomst en het desbetreffende opleidingsplan, zoals voorzien krachtens het akkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 en gewijzigd bij de aanhangsels van 27 maart en 15 mei 2014;

Gelet op het advies van de Dienst Opleiding van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, SFPME, gegeven op 2 september 2016;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 5 september 2016;

Gelet op het advies van de "Office Francophone de la Formation en Alternance", gegeven op 22 augustus 2016;

Overwegende dat de alternerende overeenkomst één van de voornaamste instrumenten is in het kader van de uitvoering van de hervorming van de alternerende opleiding die wordt beoogd oor de uitvoerende organen van de partijen bij het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008;

Overwegende dat het, een jaar na de uitvoering van de alternerende overeenkomst, nodig is er bepaalde wijzigingen in aan te brengen om het gebruik ervan te optimaliseren door het beperken van de bronnen van interpretatie die nadelig zijn voor de doelstelling van harmonisering van de overeenkomsten en statuten van de alternerende leerlingen;

Overwegende dat het van essentieel belang is dat de wijzigingsbesluiten van de besluiten met dezelfde inhoud die gelijktijdig aangenomen werden door de Regeringen en het College betreffende de alternerende overeenkomst van kracht worden op 1 september 2016;

Overwegende dat de bepalingen m.b.t. de uitvoering van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding absoluut in het begin van het opleidingsjaar 2016-2017 in werking moeten treden;

Overwegende dat zowel de rechtszekerheid als de perfecte voorlichting van de leerlingen in alternerende opleiding, van de operatoren en de ondernemingen over hun rechten en plichten, zoals bedoeld in de alternerende overeenkomst en het gevoegde opleidingsplan sinds 1 september 2016 moeten worden gewaarborgd;

Overwegende dat de Centra voor Alternerend Onderwijs en Opleiding, het "Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises (IFAPME)" en de Dienst Opleiding van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen geïnformeerd werden over het bijgewerkte model van alternerende overeenkomst met het oog op de aanvang van het academiejaar 2016-2017;

Overwegende dat dit besluit bijgevolg terugwerkende kracht op 1 september 2016 moet krijgen;

Dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Dat de aanneming in casu van een besluit met terugwerkende kracht ertoe strekt, de rechtszekerheid te vergroten ten gunste van de betrokken partijen bij de overeenkomsten inzake alternerende opleiding ondertekend vanaf 1 september 2016, en meer bepaald de alternerende leerlingen en de partnerbedrijven in het kader van de opleiding;

Dat, bij gebrek aan een dergelijke wettelijke grondslag, overwogen zou moeten worden dat alle overeenkomsten gesloten vanaf 1 september 2016 gewijzigd zouden moeten worden;

Dat de terugwerkende kracht dus voordeel voor de betrokkenen oplevert en, in die zin, gerechtvaardigd wordt;

Gelet op het advies 60.617/2 van de Raad van State, gegeven op 4 januari 2017, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op voordracht van de minister van Opleiding,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 127, § 1 ervan.

Art. 2. Artikel 2, tweede lid, van het besluit 2015/791 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst en het desbetreffende opleidingsplan, wordt vervangen door wat volgt:

"Het bepaalt de rechten en minimale plichten van de partijen, gepreciseerd, gevraagd of gegeven op eigen initiatief door de Office francophone de la Formation en alternance, door de bevoegde ministers en leden van het College."

Art. 3. Artikel 5, § 1, wordt vervangen door: "Voor elke nieuwe alternerende overeenkomst bedraagt de proefperiode één maand en wordt ze opgeschort in geval van afwezigheid van de leerling om welke reden ook."

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 7. Elke wijziging met betrekking tot het type opleiding verstrekt aan de leerling en het ondernemingsnummer opgenomen in de Kruispuntbank van Ondernemingen moet het voorwerp uitmaken van een nieuwe alternerende overeenkomst."

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 8. De aangebrachte wijzigingen aan de alternerende overeenkomst, zoals de verandering van mentor, van Paritair Comité van het bedrijf, van inrichtingseenheid waarin de opleiding wordt gegeven, van bezoldiging van de leerling of van duur van de overeenkomst, maken het voorwerp uit van een aanhangsel bij de alternerende overeenkomst.

Elke andere wijziging, zoals de verandering van referentiepersoon, opleidingsoperator, persoonsgegevens van de leerling of uurroosters van de opleiding, maken het voorwerp uit van een bijlage. Deze bijlage wordt doorgegeven aan de ondertekenaars van de alternerende overeenkomst.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 8/1 ingevoegd, opgesteld als volgt:

"Art. 8/1. Het bedrag van de bezoldiging van de leerling wordt berekend op basis van een percentage van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, geïndexeerd op dezelfde basis als de automatische loon-indexering.

Art.X. De OFFA publiceert elk jaar op 1 januari een vademecum bestemd voor de opleidingsoperatoren, de bedrijven en de leerlingen. Het beoogt de implicaties van de alternerende overeenkomst voor zowel de leerling als voor het bedrijf en de opleidingsoperator.

Art. 7. Het bij dit besluit gevoegde model van alternerende overeenkomst vervangt bijlage I van het besluit 2015/791 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst en het desbetreffende opleidingsplan.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2016.

Art. 9. De Minister bevoegd voor Opleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 mei 2017.

Voor het College:

De Minister-President,
F. LAANAN

De Minister van Opleiding,
D. GOSUIN



ALTERNERENDE OVEREENKOMST

Personalia van de operator in de alternerende opleiding

Naam:

Adres:

Personalia van de referentiepersoon van de opleidingsoperator

Voornaam en naam:

Gsm:

E-mail:

Gesloten overeenkomstig het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel, op 24 oktober 2008, tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd bij aanhangsel van 27 maart 2014.

TUSSEN

- DE ALTERNERENDE LEERLING

Voornaam en NAAM:

.....

Geboorteplaats en -datum:

geboren¹ te....., op

INSZ-nr.:

Woonplaats:

.....

Telefoon:...../..... **Gsm:**/.....

E-mail:.....@.....

Als de alternerende leerling minderjarig is:

Voornaam en NAAM van de wettelijke vertegenwoordiger:

.....

Woonplaats:

.....

Telefoon:/..... **Gsm:**/.....

E-mail:@.....

¹ Schrapen wat niet past

EN

- DE ONDERNEMING:

Benaming:

Handelsnaam:

Maatschappelijke zetel:

.....

Adres van de opleidingsplaats in de onderneming:

.....

Nummer van de inrichtingseenheid waarin de opleiding wordt gegeven:

.....

RSZ-nummer:

KBO-nummer:.....

Nummer paritair comité:

Erkend als onderneming in alternerende opleiding voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van deze alternerende overeenkomst.

Vertegenwoordigd door de bedrijfsleider of de persoon gemachtigd om de onderneming te vertegenwoordigen: :

Voornaam en NAAM:.....

Functie:

Telefoon:/..... GSM:/.....

E-mail:.....@.....

Mentor: (indien verschillend van de bedrijfsleider)

Overeenkomstig de voorschriften van het samenwerkingsakkoord van 24 oktober 1998 betreffende de alternerende opleiding moet de mentor de volgende niet-cumulatieve voorwaarden vervullen:

- a) *hetzij minstens vijf jaar beroepservaring hebben in het beroep dat geheel of gedeeltelijk aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, waarbij het bewijs van de beroepservaring door alle rechtsmiddelen geleverd wordt; wanneer de mentor een titel van bedrijfsleider behaald heeft in het beroep dat geheel of voor het grootste deel aangeleerd wordt in het kader van het opleidingsplan, moet hij minstens twee jaar beroepservaring hebben;*
- b) *hetzij houder zijn van een diploma of een pedagogisch getuigschrift of van een attest inzake voogdijopleiding, afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinrichtingseenheid ingericht of erkend door de bevoegde Gemeenschap of het bevoegde Gewest, waaruit blijkt dat hij beschikt over de nodige pedagogische kennis om het traject van de alternerende jongere als voogd te volgen;*

- c) *hetzij houder zijn van een getuigschrift van de validering van vaardigheden als voogd, afgeleverd door een centrum voor de validering van de vaardigheden dat door de bevoegde deeltentiteit is erkend.*

Hij moet van onberispelijk gedrag zijn en een uittreksel uit het Belgisch strafregister overleggen, model II, dat toegang verleent tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kinderbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt.

Wanneer de onderneming gedurende de 5 jaar die voorafgaan aan 1 september 2014, de datum van inwerkingtreding van dit aanhangsel bij het samenwerkingsakkoord, een leerling in alternerende opleiding heeft begeleid op grond van een "Convention d'insertion socioprofessionnelle (CISP)" (Overeenkomst van socio-professionele inschakeling) of een ander contract of overeenkomst erkend door de Franse Gemeenschap of van een stageovereenkomst van het "IFAPME" of de "SFPME", wordt de mentor die voor de opvolging van deze leerling tijdens de hele duur van de alternerende opleiding heeft gezorgd, automatisch geacht te voldoen aan de voorwaarden van een mentor in de zin van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008.

Voornaam en NAAM:

Telefoon:/..... **Gsm:**/.....

E-mail:@.....

Functie in de onderneming:

Hieronder de partijen genoemd,

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1: Duur

De alternerende overeenkomst wordt gesloten voor een periode van maanden, die ingaat open die eindigt op behoudens verlenging in onderlinge overeenstemming en overleg met de opleidingsoperator, mits het sluiten van het aanhangsel bij de overeenkomst.

De alternerende overeenkomst omvat een proefperiode van één maand die opgeschort wordt in geval van afwezigheid van de leerling om welke reden ook.

De toepassingsmodaliteiten voor de alternerende overeenkomst zijn tijdens de proefperiode van toepassing, met uitzondering van de modaliteiten inzake de contractbreuk bedoeld in artikel 9, tweede lid, 2° van deze overeenkomst.

Artikel 2: Verplichtingen van de partijen

De partijen zijn elkaar eerbied en respect verschuldigd.

Gedurende de uitvoering van de alternerende overeenkomst moeten zij de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht nemen en waarborgen.

Artikel 3: Verplichtingen van de onderneming

De onderneming neemt deel aan de vorming van de alternerende leerling voor het beroep van: en:

1° begeleidt de alternerende leerling, zorgt voor zijn integratie in het beroepsmilieu tijdens zijn alternerende opleiding en overhandigt hem het arbeidsreglement tijdens de ondertekening van de overeenkomst en verbindt zich ertoe hem niet alleen te laten op de opleidingsplaats;

2° vertrouwt aan de alternerende leerling uitsluitend vormende taken toe die verband houden met zijn opleidingsplan en het beroep waarop hij zich voorbereidt;

3° neemt de nodige voorzorgsmaatregelen om de alternerende leerling te beschermen tegen de eventuele risico's gebonden aan het leren en informeert hem daarvoor over de gevaren en na te leven veiligheidsmaatregelen en overhandigt hem, in voorkomend geval, een beschrijving van die gevaren en maatregelen;

4° leidt de alternerende leerling op voor het beroep waarop hij zich voorbereidt met name door het ter beschikking stellen van de hulp, van het gereedschap, rekening houdend met de gewone slijtage ervan, van de grondstoffen, van de werkkledij en de beschermingsuitrustingen, waarbij dit niet beschouwd mag worden als een voordeel in natura;

5° draagt als een goede huisvader zorg voor de persoonlijke bezittingen die de alternerende leerling in bewaring moet afgeven;

6° zorgt ervoor dat het gedeelte van het opleidingsplan dat de onderneming ten laste valt aan de alternerende leerling wordt verstrekt om hem op de formatieve en certificatieve evaluaties voor te bereiden;

7° geeft de alternerende leerling de mogelijkheid om de voor zijn opleiding nodige cursussen en activiteiten te volgen die door de opleidingsoperator worden gegeven en/of georganiseerd;

8° in geval van verandering, brengt de referentiepersoon van de alternerende leerling uitdrukkelijk op de hoogte van de naam en hoedanigheid van de mentor die voor de opvolging van de alternerende leerling zal zorgen tijdens zijn traject van alternerende opleiding alsook van het nieuwe adres van de inrichtingseenheid;

9° laat de referentiepersoon nagaan op de plaats waar de alternerende overeenkomst wordt uitgevoerd of het ondernemingshoofd de door hem aangegane verplichtingen naleeft;

10° verbindt zich ertoe de alternerende leerling vrij te laten om hem de mogelijkheid te geven, indien nodig tijdens de opleiding in onderneming, zijn referentiepersoon te ontmoeten, en dit tegen rechtvaardiging ondertekend door bedoelde referentiepersoon en overhandigd door de alternerende leerling aan zijn mentor zodra hij in de onderneming terugkomt;

11° geeft de alternerende leerling in de onderneming minstens 20 u/week op jaarbasis opleidingsactiviteit, onverminderd de federale wetgeving inzake jaarlijks verlof overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 7 van deze overeenkomst;

12° doet een DIMONA-aangifte bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid uiterlijk vóór het begin van de uitvoering van deze alternerende overeenkomst, ongeacht of dit in een opleidingscentrum of een bedrijf is;

13° werkt met de opleidingsoperator samen en brengt de referentiepersoon op de hoogte van het verloop van de opleiding in de onderneming, minimum tijdens elk van zijn bezoeken in de onderneming en zo snel mogelijk, van elke moeilijkheid i.v.m. deze overeenkomst;

14° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten, zoals afgesloten met de referentiepersoon, alsook de nodige attesten in om de eventuele afwezigheden van de alternerende leerling in het opleidingscentrum te rechtvaardigen;

15° sluit een verzekeringspolis bij een erkende verzekeringsmaatschappij of een erkende verzekeringskas die de alternerende leerling dezelfde voordelen en dezelfde dekking in rechtstreeks verband met het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de opleiding, als elke werknemer van de onderneming garandeert, overeenkomstig de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen, geeft de ongevallen aan, en meer in het algemeen, leeft het geheel van zijn verplichtingen na; die verzekering dekt ook de ongevallen op de weg naar de onderneming en bij de opleidingsoperator alsmede de ongevallen tijdens de opleidingsactiviteiten georganiseerd zowel door het opleidings- of onderwijscentrum alsook door de onderneming; indien het ongeval zich voordoet op de weg naar de onderneming, verstrekt de leerling zo snel mogelijk de gegevens met het oog op het invullen van de ongevalsangifte; indien het ongeval zich voordoet bij de opleidingsoperator, informeert die onmiddellijk de onderneming en geeft ze haar de gegevens door met het oog op het invullen van de ongevalsangifte;

16° sluit een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de leerling berokkend wordt aan derden en aan de onderneming bij wie hij een opleiding volgt, en dit in het kader van zijn opleiding in de onderneming;

17° voldoet aan bepalingen van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, alsmede de verplichtingen uitgevaardigd bij de Codex over het welzijn op het werk, bij het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming of de collectieve arbeidsovereenkomsten die toepasselijk zijn op de onderneming, met inbegrip van de tenlasteneming van de voorafgaande medische onderzoeken;

18° leeft de wettelijke en reglementaire bepalingen eigen aan het statuut van de alternerende leerling na waaronder de bepalingen betreffende het jaarlijks verlof, zoals bepaald in artikel 7, alsook inzake recht van de sociale zekerheid;

19° stemt in met het beginsel van de mobiliteit buiten de onderneming zoals bedoeld in het opleidingsplan;

20° betaalt een maandelijkse vergoeding uit aan de alternerende leerling, overeenkomstig artikel 6 van deze overeenkomst;

21° betaalt de reiskosten, buiten het schoolabonnement, van de alternerende leerling voor de praktische bedrijfsopleiding op basis van bewijsstukken terug, met inbegrip van de dagelijkse verplaatsingen van hun gebruikelijke woonplaats naar de uitvoeringsplaats van de opleiding in de onderneming, met inachtneming van de bepalingen die toepasselijk zijn op de onderneming krachtens de sectorale of ondernemingsovereenkomst waaraan de onderneming onderworpen is of, in voorkomend geval, de collectieve arbeidsovereenkomst 19 octies van 20 februari 2009 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers;

22° geeft aan het einde van de alternerende overeenkomst het document af waarin de begin- en einddatum van de alternerende overeenkomst worden vermeld en, indien nodig, de gepaste sociale documenten afgeven aan de alternerende leerling;

23° ziet, in de mate van het mogelijke, toe op het aanstellen van een mentor ter vervanging van de effectieve mentor, die afwezig is voor korte duur, onverminderd de door de onderneming te treffen maatregelen om de effectieve mentor te vervangen in geval van afwezigheid van lange duur of vervanging van mentor; de plaatsvervangende mentor moet zo goed mogelijk beantwoorden aan het profiel en de voorwaarden vereist voor de effectieve mentor.

Artikel 4: Verplichtingen van de alternerende leerling

De leerling:

1° is in de onderneming aanwezig overeenkomstig de modaliteiten van deze alternerende overeenkomst en stelt alles in het werk om de overeenkomst tot een goed einde te brengen;

2° richt zich met het oog op de goede uitvoering van de alternerende overeenkomst naar de richtlijnen die hem door de onderneming gegeven worden, via één van zijn gevolmachtigden of aangestelden of zijn mentor, en ook van zijn referentiepersoon;

3° volgt de cursussen of opleidingen regelmatig en neemt deel aan de opleidingsevaluaties en evaluaties;

4° neemt deel in geval van breuk of schorsing van de alternerende overeenkomst aan het specifieke programma dat door de opleidingsoperator wordt opgesteld om te voldoen in voorkomend geval aan de bepalingen van de leerplicht;

5° onthoudt zich van alles wat schade zou kunnen berokkenen, hetzij aan zijn eigen veiligheid of aan die van de personen die hem bijstaan, hetzij aan derden;

6° geeft de hem toevertrouwde werkinstrumenten, ongebruikte grondstoffen en werkkledij in goede staat aan de onderneming terug;

7° verwittigt de onderneming en de opleidingsoperator over elke afwezigheid en legt hen de nodige gegevens en attesten ter rechtvaardiging ervan over binnen de twee werkdagen, behoudens andersluidende bepalingen voorzien in het arbeidsreglement;

8° is bereid om in het kader van de activiteit van de onderneming eventuele verplaatsingen te ondernemen;

9° vult de voor elke operator specifieke administratieve en pedagogische documenten in en deelt ze mede aan zijn opleidingsoperator;

10° onthoudt zich, zowel tijdens de alternerende overeenkomst als erna, van de onthulling van fabricage- of zakengeheimen alsook van de geheimen van elke zaak met een persoonlijk of vertrouwelijk karakter waarvan hij kennis zou hebben vanwege zijn aanwezigheid in de onderneming;

11° brengt zijn referentiepersoon zo spoedig mogelijk op de hoogte van elke moeilijkheid i.v.m. de uitvoering van de alternerende overeenkomst, namelijk de moeilijkheden die de beëindiging van de alternerende overeenkomst zou kunnen teweegbrengen.

Artikel 5: Uurrooster van de opleiding in onderneming en bij de opleidingsoperator

De wekelijkse duur van de opleiding is [...]² uur, verdeeld volgens het hierna vermelde referentierooster:

Referentierooster

Dagen	bij de opleidingsoperator		op de uitvoeringsplaats van de opleiding in onderneming	
	's Ochtends	's Namiddags	's Ochtends	's Namiddags
Maandag				
Dinsdag				
Woensdag				
Donderdag				
Vrijdag				
Zaterdag				
Zondag³				

De opleidingsoperator deelt jaarlijks het uurrooster van de cursussen in het opleidingscentrum aan beide partijen mede. De uurroosters van de opleiding in onderneming worden op basis hiervan bepaald.

Het referentierooster kan op verzoek van een van de partijen of de referentiepersoon worden aangepast, mits instemming van de partijen en als bijlage van de alternerende overeenkomst.

Indien de alternantie anders dan wekelijks is, kan het referentierooster gewijzigd worden.

De overuren zijn verboden, behoudens voorafgaande instemming op basis van een pedagogisch bewijsstuk tussen de onderneming, de opleidingsoperator en de alternerende leerling. Ze moeten bezoldigd worden en/of gecompenseerd worden op de gepresteerde uren volgens de bepalingen van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Behalve specifieke uitzonderingen bedoeld in het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, mag de alternerende leerling niet werken op zondag, wettelijke verlofdagen of hun vervangingsdagen wanneer de feestdagen samenvallen met de gebruikelijke dagen van inactiviteit in de onderneming.

Nachtarbeid is verboden: de alternerende leerling tussen de 15 en 18 jaar oud mag niet werken tussen 20 uur en 6 uur. Met inachtneming van de afwijkingen bedoeld in de wet en/of de collectieve arbeidsovereenkomsten van het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert, mag een alternerende leerling ouder dan 16 jaar ertoe gebracht worden buiten deze grenzen te werken. Ongeacht de leeftijd van de alternerende leerling is de arbeid verboden tussen middernacht en 4 uur.

2 Naargelang van het paritair Comité, de collectieve arbeidsovereenkomst of het arbeidsreglement van de onderneming.

3 Indien de wet of de collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Comité waaronder de onderneming ressorteert erin voorziet.

Wanneer de opleiding in centrum niet tijdens de schoolvakantie wordt georganiseerd, presteert de leerling zijn volledige wekelijkse rooster in onderneming behalve bepalingen genomen overeenkomstig artikel 7 van deze overeenkomst.

Artikel 6: Bezoldiging van de alternerende leerling

De opleiding wordt gestructureerd in drie vaardigheidsniveaus (A-B-C) bedoeld in artikel 1, § 4, tweede lid, van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding. Die niveaus worden bepaald in het opleidingsplan gevoegd bij deze alternerende overeenkomst. Ze bepalen het bedrag van de bezoldiging.

De kinderbijslag wordt onvoorwaardelijk toegekend tot 31 augustus van het jaar waarin de leerling de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt. Op die datum wordt de kinderbijslag slechts verschuldigd indien de bezoldigingen van de alternerende leerling het geïndexeerde drempelbedrag dat recht geeft op de kinderbijslag niet overschrijden. Indien de alternerende leerling zelf kinderen heeft, kan hij in aanmerking komen voor kinderbijslag voor deze kinderen.

Het bedrag van de bezoldiging is een minimum. Het bedrag van de vergoeding zoals berekend, garandeert tegenover het gezin van de alternerende leerling (meerjarig) dat de kinderbijslag wordt behouden. Wanneer een bedrijf of een sector van dit maximumbedrag wil afwijken, brengt het de opleidingsoperator hiervan op de hoogte, die de schriftelijke toestemming van de leerling dient aan te vragen.

Bij de ondertekening van de alternerende overeenkomst begint elke leerling zijn opleidingstraject op niveau A. De beslissing tot een overgang naar een ander niveau komt toe aan de referentiepersoon, mits het advies van de mentor en in overleg met de leerling.

Vaardigheidsniveau van de alternerende leerling bij de handtekening van de overeenkomst:
.....⁴

- Niveau A: de forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 17 % van het geïndexeerde GGMMI).
- Niveau B: de forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 24 % van het geïndexeerde GGMMI).
- Niveau C: de forfaitaire bezoldiging wordt bepaald op EUR/maand opleiding in onderneming (of minimum 32 % van het geïndexeerde GGMMI).

Deze bezoldiging is forfaitair, ongeacht het aantal uren praktische opleiding in onderneming, en dekt zowel laatstgenoemde als degene gevolgd bij de opleidingsoperator.

Naast de hierboven bepaalde bezoldigingen geniet de leerling andere voordelen waarin uitdrukkelijk voorzien is in de collectieve arbeidsovereenkomsten of in een bedrijfsovereenkomst.

Overeenkomstig de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, kan de onderneming de bezoldiging op geldige wijze betalen aan de minderjarige, tenzij verzet is betekend door de vader, de moeder of de voogd. Ze wordt gestort op volgende bank- of postrekening: BE _____

De bezoldiging moet uitbetaald worden uiterlijk op de vierde werkdag na de periode waarvoor de betaling is voorzien, en dit, bij gebrek aan collectieve arbeidsovereenkomst of bepalingen vermeld in het arbeidsreglement die de betalingstermijn tot maximum 7 werkdagen kunnen verlengen.

⁴ Dit niveau kan worden bijgewerkt na beoordeling van de vaardigheden van de leerling

Onverminderd de toepassing van artikel 8 is de vergoeding pro rata temporis verschuldigd in geval van aanwerving of vertrek in de loop van de maand.

De leerling mag niet tegen rendement bezoldigd worden.

Artikel 7: Jaarlijkse vakanties

De alternerende leerling moet een minimum van 3 opeenvolgende weken vakantieverlof nemen tussen 1 mei en 31 oktober, ongeacht het soort vakantieverlof, en de werkgever is ertoe gehouden die toe te kennen.

De alternerende leerling heeft vanaf het eerste jaar alternerende opleiding het recht om twee soorten jaarlijks vakantieverlof op te nemen, waarvoor overleg is gepleegd met de onderneming en de referentiepersoon over de keuze van de data:

- 1) Het verschuldigd geachte jaarlijkse vakantieverlof wordt toegekend op basis van de wettelijke bepalingen dienaangaande en de data ervan worden vastgesteld op grond van een beslissing van het paritair comité waaronder de onderneming valt en, bij ontstentenis, volgens de in de onderneming geldende bepalingen. In voorkomend geval kan de leerling vragen om te genieten van de reglementering op de Europese vakantie en, in geval van collectieve sluiting van de onderneming wegens jaarlijkse vakantie, om te genieten van de reglementering op de tijdelijke werkloosheid, nadat hij zijn recht op het verschuldigd geachte vakantieverlof heeft opgebruikt.
- 2) 4 opeenvolgende niet-betaalde schoolvakantieweken die tussen 1 januari en 31 december worden bepaald in overleg tussen de leerling, de onderneming en de referentiepersoon van de opleidingsoperator.

De betrokken partijen zijn ertoe gehouden de datum van de schoolvakantie voor een bepaald jaar overeen te komen op uiterlijk 30 april van dat jaar, behoudens andere bepaling voorzien in de het arbeidsreglement of overeengekomen met de bedrijfsleider of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Artikel 8: Opschorting van de uitvoering van de alternerende overeenkomst

De overeenkomst wordt opgeschort:

In geval van afwezigheid op het werk

De wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders is van toepassing in geval van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, moederschapsverlof en bevallingsrust, vaderschapsverlof, tijdelijke werkloosheid, kort verzuim/omstandigheidverloven, verlof wegens dwingende redenen en profylactisch verlof.

In afwijking van het eerste lid wordt de tenlasteneming door de onderneming van de bezoldiging van de leerling in geval van schorsing van deze alternerende overeenkomst wegens de hierbovenvermelde redenen beperkt tot de eerste 7 kalenderdagen afwezigheid, behalve in geval van tijdelijke werkloosheid die niet voortvloeit uit een technisch ongeval, in welk geval de onderneming ervan wordt vrijgesteld om het even welke vergoeding te betalen.

2° in geval van niet-naleving van zijn verplichtingen van één van de partijen.

De uitvoering van de alternerende overeenkomst wordt opgeschort voor een duur die door de partijen in overleg met de referentiepersoon wordt bepaald, om de mogelijkheid te bieden aan de overtreders zich aan te passen aan de bepalingen van deze alternerende overeenkomst. Deze periode wordt verder bezoldigd wanneer de schorsing voortvloeit uit een tekortkoming van de onderneming.

3° Tijdens de niet-bezoldigde schoolvakanties.

Artikel 9: Einde van de overeenkomst

De alternerende overeenkomst eindigt:

1° na afloop van de duur vastgesteld in deze alternerende overeenkomst;

2° bij overlijden van de leerling of van de ondertekenaar van de alternerende overeenkomst die gemachtigd is om de aansprakelijkheid van de onderneming of van de mentor te stellen;

3° als de erkenning van de onderneming ingetrokken wordt.

Na overleg met de referentiepersoon eindigt de alternerende overeenkomst overeenkomstig artikel 1, § 4 quinquies van het samenwerkingsakkoord betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008, gewijzigd bij de aanhangsels van 27 maart en 15 mei 2014:

- 1) onmiddellijk in geval van overmacht die de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;
- 2) door de schriftelijke wil van één van de partijen mits een opzeggingstermijn van 7 dagen indien de alternerende leerling in proefperiode is, en van 14 dagen buiten de proefperiode, of mits betaling van een vergoeding voor verbreking van de overeenkomst voor een gelijkwaardige duur indien de opzeggingstermijn niet gepresteerd wordt. De te presteren opzeggingstermijn heeft uitwerking op de 3e werkdag die volgt op de kennisgeving ervan per aangetekende brief of op de dag na de kennisgeving ervan indien die gebeurt via een deurwaarder of het voorwerp uitmaakt van een ontvangstbericht ondertekend door de partij aan wie de opzeggingstermijn ter kennis wordt gebracht;
- 3) in geval van stopzetting van activiteiten of van faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van bedrijfsstatuut, tenzij de alternerende overeenkomst door het overnemende bedrijf overgenomen wordt, indien het ook onder dezelfde voorwaarden als de oorspronkelijk opleidingsovereenkomst erkend wordt en mits instemming van de leerling en van de referentiepersoon;
- 4) in geval van ernstige tekortkoming van de leerling of de onderneming; als de overeenkomst opgezegd wordt wegens ernstige tekortkoming van de leerling, zijn de regels inzake ontslag wegens ernstige tekortkoming van toepassing;
- 5) als geobjectiveerde argumenten kunnen aantonen dat ernstige twijfels rijzen omtrent het feit dat de opleiding beëindigd kan worden. De redenen voor de eventuele opzegging moeten zo snel mogelijk schriftelijk en uitvoerig aan de andere partij meegedeeld worden, voor de bemiddelingsfase tussen de partijen. In geval van afwezigheid of mislukking van de bemiddeling worden de regels inzake einde van de overeenkomst door de wil van een van de partijen toegepast;
- 6) als de uitvoering van de overeenkomst langer dan zes maanden opgeschort wordt, eindigt de alternerende overeenkomst aan het einde van de zesde maand van de opschorting op verzoek van één van de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben. Eén van de partijen die de overeenkomst ondertekend heeft of beide partijen kunnen een reden tot verbreking van de

alternerende overeenkomst bij de referentiepersoon van de opleidingsoperator aanvoeren en, in voorkomend geval, de andere partij ervan op de hoogte brengen.

Bij niet-naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit het opleidingsplan door de leerling ten opzichte van de opleidingsoperator, organiseert de referentiepersoon een bemiddeling met de partijen die de overeenkomst ondertekend hebben. Bij gebrek aan een regularisatie door de leerling binnen de 2 maanden, betekent de operator de niet-uitvoering van het opleidingsplan via aangetekende brief of via een deurwaarder. Een kopie hiervan wordt onmiddellijk per fax of e-mail bezorgd aan de bedrijfsleider. Deze betekening stelt automatisch een einde aan de alternerende overeenkomst. De tewerkstelling van de leerling, indien die bij de onderneming blijft, lijkt op een arbeidsovereenkomst met alle verplichtingen die daaraan verbonden zijn.

In de gevallen van verbreking bedoeld in het tweede lid, 2°, 3° en 5°, voorziet de referentiepersoon van de opleidingsoperator vooraf in een bemiddelingsfase tussen de partijen indien ze nodig blijkt. Met de toestemming van de opleidingsoperator en de referentiepersoon kan de leerling zijn alternerende opleiding voor de resterende duur bij een ander bedrijf voltooien.

Artikel 10: Het ministeriële besluit met dezelfde inhoud goedgekeurd door de bevoegde Ministers en het bevoegde Lid van het College krachtens artikel 2, tweede lid, van het besluit van tot wijziging van het voornoemde besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 maakt integraal deel uit van deze alternerende overeenkomst.

Opgemaakt in drie exemplaren⁵ te op

Voor de onderneming,

Voor de leerling⁶,

De verantwoordelijke

de leerling

⁵ Een exemplaar voor de onderneming, een exemplaar voor de leerling en een exemplaar voor de opleidingsoperator

⁶ Met inachtneming van artikel 43 van de wet dat bepaalt dat de "minderjarige werknemer met uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van zijn vader of zijn moeder of van zijn voogd rechtsbekwaam is een arbeidsovereenkomst te sluiten en te beëindigen. Bij ontstentenis van die machtiging kan de jeugdrechtbank die verlenen op verzoek van het openbaar ministerie of van een familielid. De vader, de moeder of de voogd worden vooraf gehoord of opgeroepen."